

Commission de politique extérieure du Conseil des États  
Palais Fédéral  
3003 Bern

Berne, Suisse

Le 13 février 2025

### **Appel urgent à la CPE-E : garantir le soutien de la Suisse à l'UNRWA**

Madame, Monsieur,

En prévision de la séance de la CPE-E du 17 février, nous tenons à vous rappeler quel point il est urgent que la Suisse maintienne son soutien à l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), en particulier compte tenu du cessez-le-feu obtenu récemment obtenu et de l'interdiction de l'UNRWA par Israël.

L'accord de cessez-le-feu est une lueur d'espoir pour la population palestinienne de Gaza ainsi que pour les otages israéliens et leurs familles. Mais la catastrophe humanitaire apparaît désormais dans toute son ampleur.

La loi israélienne qui interdit à l'UNRWA d'agir dans Le territoire palestinien occupé prend effet à un moment où l'aide humanitaire est plus que jamais nécessaire. La vie, la santé et le bien-être de millions de Palestinien-nes sont en danger. Comme vous le savez, le DFAE est lui aussi d'avis que l'UNRWA est seul en mesure d'aider Gaza dans les proportions nécessaires.

La Suisse doit appeler le gouvernement israélien à lever l'interdiction et à permettre à l'UNRWA d'exercer son mandat humanitaire dans tout Le Territoire palestinien occupé. La Suisse doit en outre continuer à soutenir financièrement l'UNRWA. Nous prions instamment les membres de la CPE-E de rejeter la motion 24.3194 et de se prononcer pour le soutien à l'UNRWA. Une acceptation de cette motion aggraverait la crise humanitaire et menacerait la stabilité de toute la région.

En avril 2024 déjà, nos organisations ont remis au Conseil fédéral et au Parlement une pétition pourvue de 45 000 signatures demandant un cessez-le-feu et un maintien du financement de l'UNRWA. En octobre, quelques-unes de nos organisations ont exposé dans une [lettre ouverte à la CPE-E](#) (annexe) les conséquences qui adviendraient si la Suisse retirait son soutien à l'UNRWA.

Au vu du cessez-le-feu et de l'interdiction de l'UNRWA par Israël, un désengagement de la Suisse enverrait un signal dangereux et saperait les efforts pour la paix et la stabilité dans la région. Après la décision du président américain Donald Trump de cesser le financement, ce soutien est d'autant plus nécessaire.

Nous vous remercions de votre attention et sommes en tout temps à votre disposition pour de plus amples informations ou un entretien.

Veuillez croire, Madame, Monsieur, à l'expression de notre considération distinguée.



Michael Ineichen  
Responsable du plaidoyer, Amnesty International, section suisse

Également au nom des organisations suivantes :

Alliance Sud, Forum pour les droits humains en Israël/Palestine, Frieda – L'ONG féministe pour la paix, Association Suisse-Palestine, Groupe pour une Suisse sans armée GSsA, Ina outra senda - Swiss Friends of Combatants for Peace, Jüdische Stimme für Demokratie und Gerechtigkeit in Israel/Palästina JVJP, Médecins du Monde Suisse, medico international suisse, Palestine Solidarity Switzerland, Peace Watch Switzerland, Entraide protestante suisse.